

Force Ouvrière rappelle sa totale opposition à la réforme territoriale dans son ensemble dont la logique du projet, bâti à la hâte, crée de nouvelles et criantes inégalités.

Cette réforme

- fragilise la république
- éloigne le service public des usagers et tendra à différencier les droits des citoyens selon leur région
- touche à la notion même de service public, puisque l'on se dirige vers des maisons de service au public avec du partenariat public/privé
- conduit à une dématérialisation et à une déshumanisation du service public

Vous avez donc désormais Monsieur le Préfet, carte blanche pour restructurer et mutualiser les services déconcentrés de l'État depuis le décret du 7 mai 2015.

Pour Force Ouvrière, le service public (seule richesse des plus démunis) est facteur de cohésion sociale. Chaque citoyen doit avoir les mêmes droits et la même qualité du service rendu quel que soit l'endroit où il demeure. C'est pour cette raison que Force Ouvrière refuse la différenciation qu'introduit l'idée d'Etat régional.

Nous assistons donc à un plan social sans précédent pour l'ensemble des services de l'Etat. (dénommé Plan de Sauvegarde de l'Emploi dans le privé)

Le point d'indice est gelé depuis 2010 alors que par ailleurs l'actualité nous apprend régulièrement que des fonds publics sont gaspillés allègrement (abandon de divers projets comme l'écotaxe, dépenses de transports démesurées et indues...)

Force Ouvrière vous rappelle que les Alsaciens, appelés par référendum, avaient voté contre le Conseil d'Alsace. Ici, pas de référendum pour la nouvelle carte des régions, mais juste un passage en force avec un simulacre de dialogue social.

Monsieur le Préfet, dans ce monde économique sans pitié où tout va de plus en plus vite et où les rapports humains se raréfient, sauvégarçons notre seule richesse commune, la fonction publique dont nous sommes fiers.